



## Déclaration liminaire CSA-SD Ajustement de rentrée du 5 septembre 2023

Madame L'inspectrice d'académie,  
Monsieur le secrétaire général,  
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

La nostalgie autant que le regret n'ont jamais été des leviers bâtisseurs. Si l'histoire de l'Ecole, comme toute histoire, aide à comprendre les choix opérés au regard d'une époque, d'un contexte politique, économique et social, elle n'a pas vocation à figer et encore moins à reculer, régresser, alors même que les époques changent et le monde avec elles.

Dans un contexte social à fleur de peau, un contexte démocratique fragilisé, un contexte économique marqué par l'inflation et un contexte écologique qui nécessite des mesures urgentes, la rentrée 2023 et les suivantes doivent être celles d'un virage pour l'Ecole.

On ne peut plus continuer à faire fonctionner l'Ecole avec un nombre de personnels toujours à la baisse et aussi maltraités par leur employeur, et ce dans tous les métiers de l'éducation. La communication, nous irons jusqu'à dire la propagande gouvernementale reçue hier à distribuer à toutes les familles est scandaleuse. En incitant à croire que tout va bien dans l'Education Nationale, le Ministère offense une fois de plus la profession et les revendications des personnels et des syndicats qui les représentent. Mettre en lumière la revalorisation, des savoirs fondamentaux plus nombreux et des conditions d'apprentissage favorables à destination des parents c'est nier la réalité du terrain et notre quotidien. Localement, aux collègues qui nous demanderont s'ils doivent la diffuser nous répondrons que non !

En Dordogne, nous ne sommes pas épargnés par la régression après avoir vécu une difficile carte scolaire (-10 postes dans le 1<sup>er</sup> degré) : les conditions de travail vont continuer à se dégrader pour les collègues et pour les élèves. Nous en profitons pour marquer notre volonté de relancer de façon dynamique la formation spécialisée qui l'année passée n'a fait que vivoter avouons-le ! C'est un réel levier dont les personnels doivent se saisir pour voir leurs conditions de travail s'améliorer. Les équipes éducatives sont à bout de souffle, et en seule réponse : on conditionne à travailler plus pour gagner plus dès lors qu'on arrive en milieu de carrière.

Nous avons réalisé un sondage auprès de nos adhérents de Dordogne à la veille de la prérentrée, les résultats sont quelque peu effrayants : au 31 août, 35% des collègues répondent que leur état d'esprit rime avec stress, 16% avec frustration et seulement 1% avec bonheur et 6.9% avec confiance. Voilà un premier indice du mal-être de la profession. Sur les thèmes à traiter concernant la vie professionnelle et l'attractivité on retrouve ce que l'UNSA Education place au cœur de ses préoccupations la rémunération, la reconnaissance de nos métiers et la charge de travail. Sur les problématiques liées au système éducatif en lui-même, 55% des répondants aimeraient que soient traités en priorité les moyens et leur répartition, 30% l'Ecole Inclusive, 38% la lutte contre les inégalités scolaires. Enfin, interrogés aussi sur les mesures SOCLE et PACTE, une majorité considère que les mesures SOCLE vont dans le bon sens mais sont insuffisantes. Par contre, le PACTE est synonyme de tensions entre les équipes, et d'injustices entre les personnels et les territoires, 67% des répondants ne signeront pas le pacte.

Quand on nous parle de revalorisation historique, il ne s'agit en fait que d'une compensation de l'inflation subie entre septembre 2022 et 2023 et qui ne compensent en rien la perte du pouvoir d'achat

des 20 dernières années. Nous le rappelons, seule une augmentation significative du point d'indice devrait être proposée.

Quant à dire qu'il y aura un professeur devant chaque élève c'est faux. La rentrée 2023 est synonyme de crise de recrutement massive, de démissions ou ruptures conventionnelles plus nombreuses et d'un recours accru aux contractuels. Dans le 1<sup>er</sup> degré, notre département est en train d'entériner ce dernier phénomène qu'on pensait pourtant exceptionnel avec cette année 46 contractuels en poste. La crise de recrutement est profonde et partout sur le territoire.

On ne peut plus continuer à priver autant d'élèves d'une égalité des droits et de conditions d'apprentissage respectueuses de chacun dans sa particularité, dans sa différence. Tous les élèves doivent pouvoir venir à l'école en confiance, en s'y construisant socialement et individuellement, en y trouvant des personnels formés et disponibles pour les accompagner dans la construction de leur avenir. L'élève aussi a plus que jamais besoin d'un climat scolaire apaisé où le harcèlement ne fait pas partie de son quotidien, où l'évaluation n'équivaut pas à une sanction, où le temps d'apprendre ne rime pas avec un rattrapage hors temps scolaire, où l'ouverture culturelle ne se réduit pas à un allongement de la journée.

Le temps de l'apprentissage est qualitatif avant d'être quantitatif. Suite aux propos du président Emmanuel Macron, l'Ecole ne fabrique pas les républicains de demain. Elle émancipe. Elle n'est pas là pour accueillir, garder, protéger de l'extérieur.

Les annonces de rentrée confirment les sempiternelles rengaines sur l'autorité. L'exclusion des élèves en primaire, la longueur de la tenue des élèves ou l'uniforme ne résolvent rien et nous éloignent des vrais sujets à traiter : la rémunération, l'attractivité du métier, la réussite de l'Ecole Inclusive, le nécessaire dialogue social et la confiance envers les personnels qui font l'Ecole.

A l'ordre du jour de ce CSA-SD, les mesures d'ajustement de la carte scolaire 1er degré. Avec une dotation (-10) nous pouvons vous remercier de proposer quelques ouvertures de classes. Lors d'une précédente audience le SE-Unsa vous avait suggéré la création de supports de BD qui font d'ores et déjà grandement défaut en cette rentrée. Nous réitérons notre demande si cette marge de manœuvre est possible. Nous privilégions ce type de poste essentiel à la réussite d'une année scolaire dans de bonnes conditions, mais nous n'oublions pas qu'il faudrait renforcer les postes RASED et psyEN. L'Ecole inclusive ne peut se vivre, se réussir sans les moyens nécessaires à sa mise en œuvre. Il est temps de mettre fin à des dotations négatives et de penser la carte scolaire en fonction des besoins des territoires, et non sous enveloppe budgétaire contrainte.

Notre premier message dans ce contexte de rentrée est qu'on ne peut continuer à faire fonctionner l'Ecole avec un nombre de personnels toujours à la baisse et aussi peu considérés par leur employeur et ce, dans tous les métiers de l'Education. Tous doivent pouvoir retrouver la confiance et les conditions décentes d'exercer au sein de l'institution à laquelle ils sont profondément attachés. L'Ecole de demain est devant nous, il nous faut la bâtir. A l'Unsa Education nous y sommes prêts !

Merci pour votre attention.

La délégation Unsa Education François MARTY, Hélène MALETERRE et Cécile LE HIR